

Lecture one: introduction

Why politics? A canonical answer: because we are social beings. The limits of politics as a practice: we are constrained to respond to historical variations in the contexts in which social life is lived. A canonical political issue: tensions between the demands of politics and those of justice. The ambiguity of appeals to nature (contrast Montaigne; Bossuet; Rousseau).

Political theory as a form of thought. Character of freedom as an item of political vocabulary: perdures as a term, changes in meaning as a concept. The nature of a political tradition: language (and languages); practices; ideology; government.

Here we are concerned with a variety of discourses: seemingly private meditations; jurisprudence; political thought as such. The nature of political discourse: an intervention.

Why is much political thought in early modern France legal in orientation or outlook? In part because law is a framework for thinking about political questions in early modern Europe.

Emergences of political thought as a distinct discourse.

Montaigne on the scope of politics and on 'raison d'État'

1. / Il n'est rien à quoy il semble que nature nous aye plus acheminé qu'à la société. /// Et dit Aristote que les bons législateurs ont eu plus de soing de l'amitié que de la justice.

Montaigne, *Essais*, I, xxviii, 'De l'amitié'

2. // Nostre bastiment, et public et privé, est plain d'imperfection. [...] en toute police, il y a des offices nécessaires, non seulement abjects, mais encore vitieux; les vices y trouvent leur rang et s'employent à la cousture de nostre liaison, comme les venins à la conservation de nostre santé. [...] Le bien public requiert qu'on trahisse et qu'on mente /// et qu'on massacre; // resignons cette commission à gens plus obeissans et plus souples.

Montaigne, *Essais*, III, i, 'De l'utile et de l'honneste'

Bossuet on the providential character of monarchy

3. 1^{re} PROPOSITION. *Dieu établit les rois comme ses ministres, et règne par eux sur les peuples.*
2^e PROPOSITION. *La personne des rois est sacrée.*

Bossuet, *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, III, ii.

4. Il s'est imaginé que le peuple est naturellement souverain; ou, pour parler comme lui, qu'il possède naturellement la souveraineté, puisqu'il la donne à qui lui plaît; or cela c'est errer dans le principe, et ne pas entendre les termes. Car à regarder les hommes comme ils sont naturellement et avant tout gouvernement établi, on ne trouve que l'anarchie, c'est-à-dire dans tous les hommes une liberté farouche et sauvage, où chacun peut tout prétendre et en même temps tout contester; où tous sont en garde, et par conséquent en guerre continuelle contre tous; où la raison ne peut rien, parce que chacun appelle *raison* la passion qui le transporte; où le droit même de la nature demeure sans force, puisque la raison n'en a point; où par conséquent il n'y a ni propriété, ni domaine, ni bien, ni repos assuré, ni à vrai dire aucun droit, si ce n'est celui du plus fort.

Bossuet, *Cinquième avertissement aux protestants*

Fénelon on the responsibilities of the monarch

5. Mais quelle détestable maxime que de ne croire trouver sa sûreté que dans l'oppression de ses peuples! [...] Le roi, qui ne peut être roi tout seul, et qui n'est grand que par ses peuples, s'anéantit lui-même peu à peu par l'anéantissement insensible des peuples dont il tire ses richesses et sa puissance.

Fénelon, *Télémaque*, x

Rousseau on the social contract and the identity of the citizen

6. Si donc on écarte du pacte social ce qui n'est pas de son essence, on trouvera qu'il se réduit aux termes suivants: *Chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout.*

A l'instant, au lieu de la personne particulière de chaque contractant, cet acte d'association produit un corps moral et collectif composé d'autant de membres que l'assemblée a de voix, lequel reçoit de ce même acte son unité, son *moi* commun, sa vie et sa volonté. Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de *Cité*, et prend maintenant celui de *République* ou de *corps politique*, lequel est appelé par ses membres *Etat* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés ils prennent collectivement le nom de *Peuple*, et s'appellent en particulier *citoyens* comme participants à l'autorité souveraine, et *sujets* comme soumis aux lois de l'Etat. Mais ces termes se confondent souvent et se prennent l'un pour l'autre; il suffit de les savoir distinguer quand ils sont employés dans toute leur précision.

Rousseau, *Du contrat social*, I, vi

Constant: the freedom of the moderns and the residual public sphere

7. Notre liberté, à nous, doit se composer de la jouissance paisible de l'indépendance privée. [...] Perdu dans la multitude, l'individu n'aperçoit presque jamais l'influence qu'il exerce. Jamais sa volonté ne s'empreint sur l'ensemble; rien ne constate à ses propres yeux sa propre coopération. L'exercice des droits politiques ne nous offre donc plus qu'une partie des jouissances que les anciens y trouvaient, et en même temps les progrès de la civilisation, la tendance commerciale de l'époque, la communication des peuples entre eux, ont multiplié et varié à l'infini les moyens du bonheur particulier. [...] Le but des modernes est la sécurité dans les jouissances privées; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances.
8. Le danger de la liberté moderne, c'est qu'absorbés dans la jouissance de notre indépendance privée, [...] nous renoncions trop facilement à notre droit de partage dans le pouvoir politique. [...] La liberté politique soumettant à tous les citoyens, sans exception, l'examen et l'étude de leurs intérêts les plus sacrés, agrandit leur esprit, anoblit leurs pensées, établit entre eux tous une sorte d'égalité intellectuelle qui fait la gloire et la puissance d'un peuple.

Constant, 'De la liberté des anciens comparée à celle des modernes'

Some questions

- i. What is meant by the term 'raison d'État'?
- ii. Where does Aristotle define humans as 'social animals'?
- iii. What is Smith's 'four-stage' theory of society?
- iv. What is the political sense of 'equality'?

Department of French

FR2801: Justice and freedom

Lecture two: introduction

A potted history of the French state from the Middle Ages to the Revolution.

A long-term view: from a society of orders to a state in which sovereignty is vested in the nation. To what extent can it be possible to identify the causes of such a transformation? Some salient shifts: monarchy; the state; the court; social groups; religion.

Politics and the state The emergence of the monarchy as the focus of a primary allegiance: François I^{er}; Henri IV; Louis XIV and his ministers. The consolidation of the territory.

Absolutism: a model system in early modern Europe. Religious conflict: absolutism and order. The consolidation of monarchical authority and the institution of the court: character of the nobility as a relatively open elite. State–Church interdependence: the creation of a Counter-Reformation disciplined society.

What is Enlightenment? — absolutism versus despotism. Montesquieu: politics as a framework for engaging with an imperfect world. A secular and contextual focus: towards a naturalistic theory of political science, i.e. one focused on human actions. Rousseau: in *Du contrat social*, he is concerned to give an account of what he terms ‘droit politique’. Rousseau is concerned with political right as such; political right is distinct, for instance, from natural rights that might exist independently of society. The focus on political right implies in turn that the treatise’s central concern is with the nature and organization of legitimate political structures.

The Revolution and after: towards majoritarian democracy.

The commercial stage of society The transition from an agrarian economy to the beginnings of protoindustrialization: the beginnings of economic growth in 1730s: improved communications; rise of mercantile commercialism. See Smith, *Wealth of Nations*, book III, ch. 4:

A revolution of the greatest importance to the public happiness was in this manner brought about by two different orders of people who had not the least intention to serve the public. To gratify the most childish vanity was the sole motive of the great proprietors. The merchants and artificers, much less ridiculous, acted merely from a view to their own interest, and in pursuit of their own pedlar principle of turning a penny wherever a penny was to be got. Neither of them had either knowledge or foresight of that great revolution which the folly of the one, and the industry of the other, was gradually bringing about.

It is thus that through the greater part of Europe the commerce and manufactures of cities, instead of being the effect, have been the cause and occasion of the improvement and cultivation of the country.

Population: sixteen to seventeen million in 1515; twenty-two million in 1715; twenty-eight million in 1789.

The 1780s: financial crisis; increasing resistance to government policy. The crisis of government leads to increasing demand for institutional reform. The French Revolution and the emergence of the 'modern': society (see e.g. Smith); government (see e.g. Constant, Tocqueville); the individual (see e.g. Constant).

Continental modernity The political career of Constant (b. 1767) can be regarded as a response to what we could term the emergence of continental modernity. The emergence of new forms of human association — those of the democratic polity, the economy, and the culture of the nation state — takes place across the West, together with the dramatic expansion of individualism in the material sphere. These are complex changes and they generate their own instabilities (see Lal, *Unintended Consequences*). The disruptive impact of such changes in absolutist monarchies can be gauged when these are compared with England, where, by contrast, a deeply embedded sense of individualism and a highly developed and individualistic market society existed from the thirteenth century; so argues Alan Macfarlane, in *The Origins of English Individualism*. In France, they coincide with a massive and fairly prolonged crisis of authority. See Constant in 'De la liberté des anciens comparée à celle des modernes': 'Que le pouvoir s'y résigne donc ; il nous faut la liberté, et nous l'aurons'.

The gradual emergence of a system of representative democracy has a bearing beyond the political in ways that are themselves complex and sometimes difficult; and, in France, the fact that the social changes attendant upon industrialization occurred later than in other countries, notably later than in England, means that economic and demographic factors bring their own political pressures (see Tocqueville, *Souvenirs*, on these as causes of the 1848 Revolution). The demise of absolutism was, then, protracted, violent and uncertain for several different reasons.

Sources

- Briggs, Robin, *Early Modern France: 1560–1715* (Oxford University Press, 1998)
- Doyle, William, *The French Revolution: A Very Short Introduction* (Oxford University Press, 2001)
- Hirschman, Albert O., *The Passions and the Interests : Political Arguments for Capitalism before its Triumph* (Princeton University Press, 1977)
- Lal, Deepak, *Unintended Consequences* (Cambridge, MA: MIT Press, 1998)
- Macfarlane, Alan, *The Origins of English Individualism* (Oxford: Blackwell, 1978)
- Miller, John, ed., *Absolutism in Seventeenth-Century Europe* (London, Macmillan, 1990)
- Price, Roger, *A Concise History of France* (Cambridge University Press, 1993)